

Berne, le 15 février 2011

Lettre ouverte au Conseil Fédéral de la Confédération suisse

Madame la Présidente de la Confédération Calmy-Rey,
Cher-ère-s membres du Conseil Fédéral,

Notre ressource la plus importante est la formation. Cet avis est partagé par les politicien-ne-s, institutions et groupes d'intérêts de tous bords. Depuis 1920, l'Union des Étudiant-e-s de Suisse (VSS-UNES-USU) représente les intérêts des étudiant-e-s en Suisse et se dévoue considérablement à l'encouragement de la formation dans toutes les couches sociales. Depuis de nombreuses années, l'UNES se mobilise dans le paysage mouvant des hautes écoles et se penche sur les questions nationales et internationales de politique de formation et des hautes écoles.

De son côté, la politique s'occupe depuis longtemps de la coordination nationale, de la création des lois et de la collaboration entre les États dans le domaine de la formation. Dans ce cadre, la question et la revendication d'un département de la formation ont été formulées et vous ont été clairement présentées. L'UNES profite de la communication de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) pour exposer sa position sur cette thématique.

Du point de vue des étudiant-e-s, la création d'un département de la formation est nécessaire et fondamentale car l'éducation et la formation sont des domaines très importants pour un développement durable de la Suisse.

Il est important, d'une part, de créer un espace politique à la hauteur de notre système éducatif et, d'autre part, de réunir les trois types de hautes écoles - universités, hautes écoles spécialisées et écoles polytechniques fédérales - sous un même toit. Ceci amènera une meilleure coordination, une coordination plus efficace et plus concertée, essentielle pour promouvoir les intérêts communs et la mise en œuvre des exigences légales unifiées. Grâce à la Loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles (LAHE), qui est actuellement en consultation, la nécessité de créer un nouveau département ne s'est jamais fait autant ressentir. Les politicien-ne-s de la formation de tous bords ont reconnu qu'un développement durable et fructueux de l'éducation en Suisse dépend de la création d'une direction et d'une mise en œuvre nationales unifiées.

La mise en œuvre de la réforme de Bologne est en cours depuis dix ans. Ce processus de longue haleine a posé certains problèmes dans les hautes écoles : ces problèmes ont été dénoncés par les étudiant-e-s depuis le début et ils sont aujourd'hui de plus en plus examinés par différentes institutions. L'implémentation de cette réforme ne pourra se faire avec succès sans des conditions garantissant une égalité entre les différents types de hautes écoles tout en préservant les particularités qui leur sont propres. Le futur département de la formation ne doit pas seulement rassembler les secrétariats actuels ou être une simple centralisation cumulative des structures organisationnelles mais devenir une entité distincte correspondant à la réalité du paysage de la politique de l'enseignement supérieur.

Nous sommes convaincu-e-s que la formation est un bien public qui doit être à la portée de tou-te-s ceux/celles qui en ont les intérêts et les capacités. La formation et la science ne doivent pas être considérées comme des composants de l'économie de marché, elles doivent rester indépendantes et être financées par la main publique. Il est donc indispensable que le nouveau département puisse percevoir, de façon indépendante, les intérêts de la Suisse dans ces domaines.

Depuis des décennies, l'UNES soutient une politique des hautes écoles progressive et durable. L'UNES compte sur une approche constructive permettant la création d'un département capable de s'engager dans le développement du système éducatif et de s'attaquer aux problèmes de fond afin que ce département représente un enrichissement pour la Suisse.

Avec cet appel et au nom des étudiant-e-s de Suisse, nous demandons la création d'un département de la formation et attendons impatiemment votre décision.

Avec nos meilleures salutations.

Pour l'UNES,

Romina Loliva
Comité exécutif - Politique
des hautes écoles

Patricia Bär
Comité exécutif -
Hautes écoles spécialisées

Lorenz Bort
Comité exécutif - Ecoles
polytechniques fédérales

Anja Schuler
Comité exécutif - Ressort social

Virginie Lapaire
Comité exécutif - Ressort égalité

Rahel Imobersteg et Cátia Candeias
Secrétariat général